

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale
et accords nationaux**

BÂTIMENT
IDCC : 2609, – **ETAM**

ACCORD DU 21 JANVIER 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} FÉVRIER 2008
(ÎLE-DE-FRANCE HORS SEINE-ET-MARNE)

NOR : *ASET0850427M*
IDCC : *2609*

Entre :

La fédération française du bâtiment région Paris Ile-de-France ;
La fédération française du bâtiment région Ile-de-France, Yvelines,
Essonne, Val-d'Oise ;
La fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics ;
La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment pour
la région Ile-de-France,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats construction et bois Ile-de-France CFDT ;
L'union des syndicats bois, papier carton, céramiques et annexes Paris Ile-
de-France FO-BTP ;
La CFE-CGC BTP, section régionale Ile-de-France,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective régionale des
employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 19 novembre 2007
et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classifica-

tion des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minima des ETAM du bâtiment de la région Ile-de-France (hors Seine-et-Marne).

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minima des ETAM du bâtiment de la région Ile-de-France (hors Seine-et-Marne) est fixé comme suit à compter du 1^{er} février 2008 :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM
A	1 340
B	1 420
C	1 520
D	1 700
E	1 850
F	2 150
G	2 400
H	2 600

Article 2

Les parties signataires conviennent de se revoir dans 1 an au plus tard pour envisager la revalorisation des salaires conventionnels des ETAM.

Article 3

En application des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail, bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Paris, le 21 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)